

23e vendredi de marche populaire
La mobilisation toujours aussi forte

● **Béjaïa/Les Béjaouis exigent la libération des détenus du hirak**

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4841 - Ven. 26 - Sam. 27 juillet 2019 - Prix : 10 DA



Ph/E. Soraya/J. A.

La Tunisie en deuil annonce un scrutin anticipé

Décès du président Béji Caïd Essebsi

Page 2

Quel avenir pour le compromis du Bristol ?

Par Mohamed Habili

Le décès du président Béji Caïd Essebsi n'a sûrement pris personne de court en Tunisie, ayant été précédé d'une première grosse alerte s'agissant de la santé de l'homme, il y a seulement quelques jours, outre le fait qu'on le savait partant de toute façon à la fin de son mandat. Ce décès survient d'ailleurs à peu de distance du terme légal de celui-ci. Il n'en reste pas moins qu'il constitue le premier test mettant à l'épreuve la viabilité du régime établi à la suite de la chute en 2011 de Zine el-Abidine Ben Ali, point de départ de ce qu'on a appelé le Printemps arabe. Les monarchies républicaines arabes ayant émergé au lendemain des indépendances déclinent leur temps politique non pas en termes de mandats présidentiels finis mais de règne illimité, interrompu soit par la mort biologique du chef, soit par un coup d'Etat, soit par une insurrection populaire. Le moment le plus dangereux pour ce genre de régime est par définition même celui où il faut changer de président. Ce qui montre que son idéal, ce serait de garder le président en exercice ad vitam aeternam. La chance cependant de la Tunisie de pouvoir réaliser en douceur le passage d'un président à un autre est double. D'une part, il y a le fait que le président disparu ne disposait pas de tous les pouvoirs ; et d'autre part, il se trouvait à un âge à ce point avancé qu'il ne pouvait prétendre à un deuxième mandat.

Suite en page 3

Les prémices d'un dialogue se mettent en place

Un pas vers la sortie de crise



Parmi d'autres groupes de personnalités qui se sont présentées ou qui ont été suggérées pour composer une équipe devant mener le dialogue national pour lequel avait appelé le chef de l'Etat début juillet, le panel de médiation récemment autoconstitué, a rencontré avant-hier Abdelkader Bensalah pour lui exposer le cadre préalable à ce dialogue national inclusif, dont essentiellement la libération des détenus incarcérés dans le cadre du hirak ainsi que l'arrêt des violences par les forces de l'ordre contre les manifestants. Lire page 2

À travers le territoire national
50 milliards de DA
pour l'entretien des routes

Page 4

Suite au deuil national
L'ouverture du festival
de Timgad reportée

Page 13

La Tunisie en deuil annonce un scrutin anticipé

Décès du président Béji Caïd Essebsi

LE PRÉSIDENT tunisien Béji Caïd Essebsi est décédé jeudi matin à l'hôpital militaire de Tunis, à l'âge de 92 ans, quelques heures après son hospitalisation en soins intensifs, a annoncé la présidence dans un bref communiqué. Caïd Essebsi est mort à quelques mois de la fin de son mandat présidentiel. A la tête de l'Etat tunisien depuis décembre 2014, le vétéran politique Caïd Essebsi avait été admis le mois dernier à l'hôpital militaire de Tunis à la suite d'un «*sérieux malaise*». Caïd Essebsi est né le 29 novembre 1926 à Sidi Boussaïd, en banlieue nord de Tunis. Après les événements de 2011 ayant conduit à la chute du président Zine al-Abidine Ben Ali, il a été rappelé aux affaires comme chef du gouvernement de transition jusqu'aux élections législatives du 23 octobre 2011. Il a fondé, en juin 2012, son propre parti, le mouvement de Nidaa Tounes. Le 22 décembre 2014, Béji Caïd Essebsi a été officiellement proclamé vainqueur du second tour de l'élection présidentielle. Feu Béji Caïd Essebsi était marié et père de quatre enfants. Par ailleurs, la dépouille du président tunisien Béji Caïd Essebsi a été transférée hier matin de l'hôpital militaire à Tunis vers le palais de Carthage. «*Des obsèques nationales grandioses auront lieu samedi (aujourd'hui) et seront assurées par l'armée nationale en présence de chefs d'Etats et de délégations étrangères*», avait annoncé le Chef du gouvernement Youssef Chahed. Le président du Parlement tunisien, Mohamed Ennaceur, a prêté jeudi le serment constitutionnel devant les membres du bureau de l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement) pour son investiture à la présidence de la République tunisienne par intérim. L'élection présidentielle en Tunisie, prévue initialement le 17 novembre, sera avancée, a annoncé jeudi le président de l'Instance supérieure indépendante des élections. Le chef du Parlement, Mohammed Ennaceur, «*a 90 jours pour organiser une élection présidentielle, celle-ci sera donc avancée afin de respecter le calendrier prévu par la Constitution*».

Ce délai court jusqu'au 23 octobre. Des législatives sont également prévues le 6 octobre. Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a adressé un message de condoléances suite au décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi dans lequel il a salué le parcours du défunt, son militantisme dans les mouvements tunisien et maghrébin de libération et ses efforts dans l'édification de son pays après l'indépendance. Dans un message de condoléances adressé au président de la République tunisienne par intérim, Mohamed Ennaceur, au Premier ministre tunisien et à la famille de Caïd Essebsi, M. Bensalah a affirmé que «*la disparition du défunt est une épreuve pour la Tunisie, l'Algérie, le Maghreb arabe et la nation arabe tout entière*». A cet effet, le chef de l'Etat, a décrété un deuil national de trois jours à compter de jeudi.

«*En cette douloureuse circonstance, le chef de l'Etat a ordonné la mise en berne du drapeau national sur tous les bâtiments officiels et départements gouvernementaux, départements ministériels durant cette période*».

Meriem Benchaouia

23^e vendredi de marche populaire

La mobilisation toujours aussi forte

■ Les Algériens ont manifesté hier à travers tout le pays pour le 23^e vendredi consécutif. La mobilisation a été encore plus forte pour une nouvelle démonstration de force face au pouvoir. Les slogans aussi ont été actualisés en réponse à l'annonce, par Abdelkader Bensalah, des noms des personnalités du panel devant mener le dialogue.



Par Louiza Ait Ramdane

Depuis le 22 février dernier, le mouvement populaire se renforce et son ampleur ne fait guère de doute. Sous un soleil de plomb, la mobilisation d'hier était forte malgré un dispositif sécuritaire renforcé. La capitale a encore vibré pour la vingt troisième fois consécutive, au rythme d'une manifestation monstre avec des slogans hostiles au pouvoir.

A chaque rendez-vous les revendications du peuple évoluent en fonction des événements, puisque 23^e vendredi intervient après l'annonce, par Abdelkader Bensalah, des noms des personnalités du panel devant mener le dialogue. Mais la revendication essentielle, celle du départ des deux «B», mais surtout l'application immédiate des articles 7 et 8 de la Constitution pour rendre le pouvoir au peuple, restent les objectifs. A l'instar des précédentes semaines, les manifestants ont rejeté «*le dialogue avec la bande*». Ils ont également réclamé la libération des détenus du hirak ainsi que celle du moudjahid Lakhdar Bouregaa. Sur les pancartes portées par les citoyens on pouvait lire également : «*Pas d'élection avec la bande*». Les manifestants scandaient aussi «*El chaab yourid el istiklal*» (le peuple veut son

indépendance), «*Amazigh, Casbah et Bab El Oued*». Un dispositif sécuritaire similaire à celui des précédentes marches a quadrillé la capitale, en dépit de l'annonce de mesures d'apaisement par le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah, faite à l'issue de l'audience accordée aux six personnalités du panel.

Des fourgons bleus et des bus remplis de policiers occupaient les principales artères du centre de la capitale, notamment les rues Didouche Mourad, Hassiba Ben Bouali, Pasteur, place Audin... dans le but de réduire les espaces utilisés par les manifestants.

Au niveau des entrées menant à la capitale, les barrages de la Gendarmerie nationale étaient toujours en place. Mais les gendarmes n'empêchaient pas les citoyens d'accéder à la capitale. D'ailleurs, la circulation était fluide durant la matinée. Aussi, au niveau de la capitale, aucune arrestation ni fouille de manifestants n'a été signalée, contrairement aux précédentes semaines. Les policiers n'empêchaient pas les citoyens ou encore la presse de prendre des photos ou de filmer, comme ce fut le cas les vendredis passés. Pour la première fois depuis le 1^{er} mars, le tramway a circulé. Mais comme tous les vendredis, le métro est resté fermé durant la journée. Dès 10h30, des centaines de manifestants ont

silloné les rues de la capitale pour réclamer le changement, reprenant les slogans scandés lors des précédentes marches populaires. La police, fortement mobilisée, a tenté dès la matinée de pousser les manifestants sur les trottoirs pour laisser circuler les véhicules.

Mais dès que la foule a commencé à s'accroître dans l'après-midi, la police a procédé à la fermeture du tunnel des Facultés et dressé un cordon à la place Audin pour les empêcher de se rassembler. En famille, entre amis, ces citoyens, brandissant des fanions et drapeaux aux couleurs nationales ainsi que des banderoles, ont sillonné plusieurs quartiers d'Alger. Une forte présence de femmes, notamment de jeunes filles et même de vieilles, et des enfants même en bas âge, a été constatée lors de ces manifestations.

La foule impressionnante a commencé à se former en début d'après-midi, après la prière. De la place de la Grande Poste au boulevard Didouche Mourad, Alger était noire de monde. Par ailleurs, des marches tout aussi imposantes et similaires à celle de la capitale ont eu lieu à l'intérieur du pays. A travers le pays, les manifestants ont appelé au «*changement du système*», et revendiqué que «*la souveraineté appartient exclusivement au peuple*».

L. A. R.

Béjaïa

Les Béjaouis exigent la libération des détenus du hirak

Comme chaque vendredi depuis plus de cinq mois, la ville de Yema Gouraya a vibré au rythme des slogans des dizaines de milliers de manifestants du 23^e vendredi de protestation, demandant le départ du système politique qui a ruiné le pays ainsi que la libération des détenus d'opinion et politiques qui crouissent en prison depuis plusieurs semaines pour de fallacieux chefs d'accusation. La foule, constituée au début en plusieurs carrés, s'est ébranlée sur le boulevard de la Liberté scandant des slogans hostiles au pouvoir et aux personnels politiques actuels, décrivant le dialogue tel qu'il est proposé et les personnalités choisies en vue de mener les consultations et d'organiser des élections présidentielles.

«*Mekenche hiwar maâ el aissabat*», «*Pouvoir assassin*», «*Mazalna mazalna thouwar*», «*Etat civil pas militaire*», «*Pouvoir dégage*», «*Ya h'na y a n'touma, maraneche habssine*» («*Ce sera vous ou ce sera nous, nous n'arrêterons pas*»), «*Djazaïr hora dimocratia*», «*Y'en marre du système*», «*Y'en marre de ce pouvoir*», «*Terrahou tarrahou*», «*Astrouhem astrouhem*» («*Vous allez partir, vous allez partir*»), «*Article 7, pouvoir au peuple : mada 7 soula lachaâb*», ce sont autant de slogans qui revenaient comme un leitmotiv au cours de la marche. Une marche qui a rassemblé comme d'habitude hommes, femmes, jeunes et vieux, en dépit de la canicule. La foule a renouvelé une fois de plus sa solida-

rité et son soutien aux détenus d'opinion et détenus politiques, exigeant leur libération sans conditions. Des slogans ont été scandés en leur faveur : «*Libérez les détenus*», «*Libérez l'Algérie*», «*Echaâb yourid el istiklal*», «*Ulach smah ulach*». Sur une banderole arborée par plusieurs manifestants on pouvait lire : «*Peuple condamné à lutter pour une Algérie meilleure*», «*Non aux tentatives de diversion et de division du peuple*». C'est dire enfin l'attachement des manifestants à l'unité nationale en dépit de toutes les stigmatisations de la région et de sa population.

Hocine Cherfa

Karim Younès coordinateur du groupe des «six»

Les prémices d'un dialogue se mettent en place

■ Parmi d'autres groupes de personnalités qui se sont présentées ou qui ont été suggérées pour composer une équipe devant mener le dialogue national pour lequel avait appelé le chef de l'Etat début juillet, le panel de médiation récemment autoconstitué, a rencontré avant-hier Abdelkader Bensalah pour lui exposer le cadre préalable à ce dialogue national inclusif, dont essentiellement la libération des détenus incarcérés dans le cadre du hirak ainsi que l'arrêt des violences par les forces de l'ordre contre les manifestants.

Par Lynda Naili

Bensalah «disponible» à prendre des mesures d'accompagnement et d'apaisement. Aussi, rendant publics «les résultats du premier contact officiel avec la plus haute instance de l'Etat», le panel, composé de Karim Younès, accompagné de M^{me} Benabbou Fatiha, Lalmas Smail, Lazhari Bouzid, Abdelwahab Bendjelloul et Benaissa Azzedine, affirme avoir «défendu comme premières mesures, avant toute entame de la médiation, l'impérieuse nécessité de la libération de tous les détenus du hirak, dans l'urgence, dans un premier temps et le respect du caractère pacifique des manifestations par les forces de l'ordre». Sur ce point, le panel a exigé d'une part, «la cessation des actes de violence et d'agression à l'encontre des manifestants pacifiques du hirak et des étudiants» et d'autre part, «l'allègement du dispositif policier notamment dans la capitale lors des marches hebdomadaires et l'ouverture de tous les accès à la capitale les jours des marches», peut-on en effet lire sur la déclaration du panel publiée sur la page Facebook de Karim Younès, une des six personnalités composant ce panel. En outre, «la libération du champ médiatique tel que revendiqué par les professionnels de la presse et souhaité par la population en général» et «l'appel unanime au départ du gouvernement en place et son remplacement par un gouvernement de consensus, formé de technocrates non partisans» ont également figuré parmi les préalables exigés par ledit panel. Ce à quoi, qualifiant de «très attentive l'écoute» du chef de l'Etat qui s'est dit prêt à répondre «rapidement» aux six premières exigences, le panel dans sa déclaration dira que la septième condition concernant le départ du gouvernement



PH. R. C.

Bedoui, «est prise en compte mais doit être soumise à une lecture approfondie sur le plan des contraintes constitutionnelles et ne saurait tarder à trouver une issue telle que souhaitée par la volonté populaire». D'autres préoccupations «soulevées au niveau de la scène politique, lesquelles ont recueilli l'intérêt du chef de l'Etat qui s'est engagé à les prendre en charge conformément aux dispositions de la Constitution et aux lois de la République», est-il écrit sur le communiqué de la Présidence qui a fait part des réponses du chef de l'Etat tel qu'énoncé par la déclaration du panel.

Le dialogue, seul moyen de sortie de crise

Par ailleurs, estimant que le dialogue national inclusif qu'ils sont appelés à mener constituait «le seul moyen» pour garantir une sortie de crise pacifique, le panel, dans une déclaration à la presse lue par Karim Younès, à l'issue de l'audience accordée par Bensalah, a fait

savoir que leur participation à cet effort collectif pour sortir de cette crise découlait de leur «engagement devant la nation et au peuple», soulignant que le dialogue national était «le seul moyen à même de garantir une issue pacifique à la hauteur des aspirations des Algériens et Algériennes». De son côté, Younès a déclaré, dans ce sens : «nous insistons, en tant que commission, sur le fait que ce dialogue auquel a appelé le chef de l'Etat, doit intervenir en réponse aux revendications légitimes du peuple, sorti manifester pour revendiquer une Algérie démocratique et nouvelle, comme le souhaitaient nos aïeux, artisans de la Révolution de Novembre». Ceci avant de préciser que «nous ne sommes pas les représentants du hirak populaire ni ses porte-parole. Nous accomplissons une mission que nous avons choisie de notre plein gré et en toute liberté au service de notre chère patrie l'Algérie et nous n'attendons aucune contrepartie».

Notons que Bensalah a montré sa bonne volonté en libérant hier aux manifestants les accès à la capi-

tales, en attendant la libération des détenus du hirak dans les prochains jours.

Bio-express des six personnalités du panel :

Karim Younès, âgé de 71 ans et ancien président de l'Assemblée populaire nationale (APN) de 2002 à 2004, est écrivain, homme politique. Titulaire d'une licence en littérature française, il a occupé plusieurs hautes fonctions, notamment de secrétaire d'Etat et ministre de la Formation professionnelle. Après son retrait de la vie politique, il a consacré son temps à l'écriture en publiant des ouvrages sur l'histoire de l'Algérie.

Fatiha Benabbou, doctorante d'Etat en droit public, professeur universitaire et spécialiste en droit constitutionnel, elle est auteure de deux ouvrages : «Droit parlementaire algérien» et «Introduction au droit constitutionnel» ainsi que de nombreux articles publiés dans des revues et communications en Algérie et à l'étranger.

Smail Lalmas : expert en économie et en finance, il est président de l'Association nationale Algérie conseil export (ACE).

Bouzidi Lazhari : ancien membre du Conseil de la nation, il est constitutionnaliste et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Constantine.

Azzedine Benaissa : âgé de 52 ans, il est professeur universitaire à Tlemcen. Il est membre actif dans le mouvement associatif.

Abdelwahab Bendjelloul : âgé de 49 ans, il est syndicaliste dans le secteur de l'Education nationale. Membre de plusieurs associations à Touggourt (wilaya de Ouargla) et membre actif de la société civile.

L. N.

Un pas pour la sortie de crise

L'Histoire s'accélère et la sortie de crise, à défaut d'être imminente, est de moins en moins frappée du sceau du vœu pieux. Bensalah a reçu des personnalités perçues comme noyau d'une équipe, devant conduire la dynamique de dialogue. Accepté par les uns, rejeté par d'autres, Karim Younès, ancien ministre puis président de l'APN, en retrait de la politique pour se consacrer à l'écriture, notamment historique, ne laisse pas indifférent. S'il ne lui restait qu'un seul préjugé favorable, ce serait celui de ne jamais s'être acoquiné avec la «issaba», puisque retiré de la vie politique depuis plus de vingt années, au profit de la vocation littéraire. Ajoutons que s'il faisait l'unani-

mité dans une période aussi trouble que les temps de remous et d'espoirs que nous vivons, il n'aurait tout simplement pas été l'homme de la situation, pour coordonner ce fameux dialogue. Nous sommes dans un pays, c'est connu, où toute commission, tout groupe se proposant ou proposé, surtout si l'initiative émane du pouvoir (et ici, ce n'est même pas le cas), se retrouve confronté à un tir de barrage sur sa composition. Donc il faut, comme point de départ pour l'Algérie nouvelle, s'habituer et ancrer dans les mœurs la culture du compromis, et aller de l'avant. Autrement dit, si tout le monde était d'accord sur un dépassement d'un conflit ou d'une crise donnée, toute négociation, tout

dialogue, n'aurait aucun sens, encore moins de raison d'être. Trouver à redire sur Karim Younès ou tout autre membre de cette équipe est certes un passage obligé, mais il ne faudrait pas que le mot «obligé» devienne synonyme d'«interdit». Lui et son groupe, appelé à s'élargir, a posé des conditions comme préalable au lancement de ce dialogue voulu comme élément fondateur de la dynamique d'une présidentielle auréolée d'une honnêteté sans faille. Le principal geste d'apaisement souhaité, pour ne pas dire exigé, est la libération des marcheurs injustement incarcérés, pour premier foi, le pouvoir, par une annonce de Bensalah, a promis d'exaucer

le souhait le plus important de cette nouvelle équipe, à savoir libérer les emprisonnés du hirak, tout en promettant, en s'engageant même, sur la levée de toutes les entraves empêchant tout ou partie les marches. Pour vérifier le bien-fondé de cette promesse, il suffisait d'observer, hier vendredi, la fluidité de l'entrée dans la capitale et l'absence de la moindre interpellation, pour croire en la crédibilité de ces engagements... Bien sûr, tout cela augure de lendemains meilleurs. Mais, entre l'évitement de la vente de l'ours avant de l'avoir tué d'une part, et de l'autre, le campement sur la position nihiliste du rejet de toute initiative sous le prétexte qu'elle vient du pouvoir, voire qu'il la

LA QUESTION DU JOUR

Quel avenir pour le compromis du Bristol ?

Suite de la page une

Bien des signes montrent en effet que l'ancien régime, celui dont la première incarnation a été en Tunisie Bourguiba, le père de l'indépendance, aurait pu se régénérer si Béji Caïd Essebsi était en capacité physique d'obtenir un deuxième mandat. Ne s'était-il pas plaint de ce que le président ait moins de pouvoir que le chef du gouvernement, Youssef Chahed, avec lequel il a fini par ne plus s'entendre, bien qu'au départ il l'ait lui-même choisi ? La personne même de Essebsi n'est pas en cause. Son équation personnelle le porterait vers la recherche du consensus, comme tend en tout cas à en témoigner le «compromis historique» passé avec Ennahda de Rached Ghannouchi, surnommé le pacte du Bristol (du nom de l'hôtel parisien où les deux chefs de partis se sont rencontrés en août 2013). Cependant on ne peut tenir pour rien le fait que ce pacte, sans lequel probablement la transition aurait été chaotique, a été passé au lendemain du renversement de Mohamed Morsi, le premier président élu démocratiquement en Egypte. Ce facteur externe a persuadé les islamistes tunisiens de rechercher un compromis avec les représentants de l'ordre ancien, pourtant censé avoir été renversé par la «révolution». D'où la question : maintenance que l'un des contractants du Bristol a tiré sa révérence, le pacte va-t-il être reconduit tel quel, va-t-il être modifié, ou même remis en cause par Ennahda ? La question se pose d'autant plus que Nidaa Tounes, le parti créé par Essebsi, a imploré. Si en substance le même compromis devait être reconduit, dans la perspective de l'élection présidentielle prochaine, ce ne serait plus entre Ennahda et Nidaa Tounes, mais entre Ennahda et Tayha Tounes, le parti du chef du gouvernement, Youssef Chahed, créé sur les ruines de Nidaa Tounes. Le problème, c'est que Rached Ghannouchi a déjà fait savoir qu'il ne voulait pas de la candidature de Chahed à la présidentielle. Ennahda appuie le gouvernement de Chahed, mais ne voit pas d'un bon œil l'accession de Chahed à la présidence de la République. Or, si le compromis de 2013 devait être reconduit, on voit mal comment cela serait possible si Ennahda présentait son propre candidat ou si elle choisissait de soutenir un autre candidat que Chahed.

M. H.

cautionne seulement, le réalisme dicte d'avancer, le blocage étant en flagrante contradiction avec l'esprit même des exigences citoyennes.

Nadjib Stambouli

À travers le territoire national

50 milliards de DA pour l'entretien des routes

■ Une enveloppe de l'ordre de 50 milliards de DA sera consacrée à l'entretien des routes, tous types confondus, à partir de l'année 2020, a annoncé, jeudi à Oran, le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba.

Par Ihsane D.

« Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme élaboré par le gouvernement visant l'entretien des routes, aussi bien nationales que de wilaya ou communales », a indiqué le ministre en marge de sa visite dans la capitale de l'Ouest du pays, au cours de laquelle il a inspecté des projets relevant de son secteur.

Le même responsable a précisé que ce programme, s'étalant sur trois années, prendra en charge un linéaire très important au niveau de tout le territoire national, notamment dans les régions du Sud du pays qui « souffrent énormément en matière de transport », a-t-il dit.

Il a estimé qu'« une grande importance devra être accordée



à ces infrastructures de base tout en recourant dans leur entretien à des techniques nouvelles et modernes ».

Par ailleurs, M. Kouraba a assuré que le dernier tronçon de l'autoroute Est-Ouest, d'une longueur de 84 km, sis dans la wilaya d'El Taref, sera bientôt livré, « mais en attendant, il sera mis en service progressivement », a-t-il promis.

« Une fois tous les travaux achevés, la gestion de l'autoroute Est-Ouest sera confiée à l'Agence de développement des autoroutes (ADA) qui prendra en charge le dossier du système du péage », a encore expliqué le ministre, informant au passage que les premiers centres de péage, en cours de réalisation, « seront livrés à partir de cette fin d'année ».

I. D./APS

Défense

Gaïd Salah installe le nouveau Commandant de la Gendarmerie nationale

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a procédé, jeudi, à l'installation du général Abderrahmane Araar dans ses nouvelles fonctions de Commandant de la Gendarmerie nationale, en succession du général Ghali Belkicr, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Conformément au décret présidentiel du 24 juillet 2019, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a présidé, aujourd'hui 25 juillet 2019, la cérémonie de passation de pouvoirs et l'installation du général Abderrahmane Araar dans les fonctions de Commandant de la Gendarmerie nationale en succession du général Ghali Belkicr », précise le communiqué. Le général de corps d'Armée « a entamé la cérémonie en passant en revue les carrés de formation de la Gendarmerie nationale alignés au niveau de la place d'armes pour procéder, par la suite, à l'installation officielle du nouveau commandant de la Gendarmerie nationale », ajoute la même source. « Conformément



au décret présidentiel du 24 juillet 2019, j'installe officiellement le général Abderrahmane Araar dans les fonctions de Commandant de la Gendarmerie nationale, en succession au général Ghali Belkicr », a déclaré le chef d'Etat-major de l'ANP. Le général de corps d'Armée a, par la suite, « remis l'emblème national au nouveau Commandant de la Gendarmerie nationale ». Après avoir présidé la cérémonie de passation de pouvoirs, il a tenu une

rencontre avec le commandement et les cadres de la Gendarmerie nationale, où il a prononcé une allocution à travers laquelle il a mis l'accent sur « l'importance que confère le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire au corps de la Gendarmerie nationale, étant l'une des composantes intrinsèques de l'ANP et ce, conformément aux missions vitales assignées à ce corps important qui constitue un trait d'union et un outil de contact avec

le peuple », note le communiqué. « Le Haut Commandement de l'ANP accorde une importance particulière au corps de la Gendarmerie nationale, une importance dont les points essentiels s'articulent sur la mise à disposition de tous les facteurs lui permettant de réaliser un développement permanent et une parfaite harmonie avec la sensibilité et la spécificité de ses missions, ce qui concorde avec notre forte volonté à faire de ce corps important l'un des principaux piliers de la sécurité et de la stabilité dans notre pays et ce, conformément avec la vision perspicace du Haut Commandement qui veille à ce que le corps de la Gendarmerie nationale soit un trait d'union avec le peuple, notamment dans les zones rurales et suburbaines où les éléments de la Gendarmerie nationale sont en contact direct et quotidien avec leurs concitoyens car ils sont, en même temps, des éléments de sécurité incontournables et des outils efficaces d'extrême nécessité au service de la patrie, dans le respect des lois de la République, notamment à l'ombre de la situation sensible que traverse notre pays », a souligné le chef d'état-major de l'ANP. **Lyes M.**

Véhicules Mercedes-Benz fabriqués en Algérie

Livraison de 248 camions au profit du MDN et d'entreprises publiques et privées

Deux-cent-quarante-huit camions multifonctions de marque Mercedes-Benz produits en Algérie ont été livrés jeudi par la société « SPA SAPPÉL-MB » de Rouiba au profit de la Direction centrale du matériel du ministère de la Défense nationale et d'entreprises économiques civiles publiques et privées. Dans ce cadre, le directeur général de la SPA SAPPÉL-MB, Hamoud Tazrouiti, a signé les deux protocoles de livraison, respectivement avec le représentant de la Direction centrale du matériel, le Commandant Mustapha Bourezma et le directeur général de l'Entreprise nationale d'exploitation des mines d'or (Enor) de la wilaya de Tamanrasset, Samir Bouzar Saidi. A cette occasion, le Commandant Bourezma a indiqué, lors d'une conférence de presse,

que la Direction centrale du matériel a « réceptionné ce jeudi un nouveau lot de camions tactiques livrés par la société « SPA SAPPÉL-MB », comprenant des camions de transport des troupes Zitro X66 et Zitro X44 et des camions de type X44 ainsi que des camions-citernes ». Il s'est dit fier du fait que ces véhicules soient fabriqués à 100% par des compétences algériennes en recourant à des technologies modernes. Et d'ajouter : « Cette opération intervient en concrétisation de la stratégie tracée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) visant à aller de l'avant en termes de professionnalisation de l'ANP, héritier de l'Armée de libération nationale (ALN), et renforcer les capacités de ses unités opérationnelles à travers le

développement de l'industrie militaire ». Il a précisé que cette stratégie est en accord avec le programme de la relance économique qui vise, essentiellement, à relancer et redynamiser l'industrie nationale, en général. A son tour, le directeur général de l'Enor de la wilaya de Tamanrasset, Samir Bouzar Saidi, a souligné que son entreprise, située à 500 km à l'ouest de Tamanrasset dans une région sahraoui, a besoin de véhicules de qualité et de techniques de « Mercedes Benz » afin de transporter ses produits et ses travailleurs sur un terrain de sable et de pierres. Il a affirmé que son entreprise préfère acquérir chaque année des véhicules de marque « Mercedes », au vu de leur qualité supérieure, outre le fait qu'ils soient de production 100% algérienne.

M. Tazrouiti s'est félicité, pour sa part, des efforts consentis par son entreprise pour gagner « la confiance du ministère de la Défense nationale, plus particulièrement la Direction centrale du matériel et de l'ensemble des entreprises économiques nationales », ajoutant que l'entreprise redoublera d'efforts pour couvrir les besoins du marché, et ce, à travers l'ouverture de représentations régionales appuyées d'un réseau de concessionnaires agréés. Il a fait savoir que ce réseau de concessionnaires agréés est actuellement « en cours d'institution » en vue de couvrir 48 wilayas, ajoutant que sa principale mission est la vente du produit et des pièces de rechange, tout en fournissant les services après-vente (SAV). **Hani Y.**

Tomate

Plus de 18 millions de tonnes prévues

■ La production nationale de la tomate devrait dépasser les 18 millions de tonnes au cours de l'actuelle saison agricole, a indiqué, jeudi à Annaba, le directeur central chargé de la régulation et du développement de la production au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, Mohamed Kheroubi.

Par Salem K.

S'exprimant en marge d'une réunion de coordination tenue au siège de la Direction des services agricoles avec les responsables du secteur des wilayas d'Annaba, Guelma, Taf et Skikda, M. Kheroubi a indiqué que plus de 60% de cette abondante production sont destinés à la transformation, soulignant à cet effet la nécessité d'accompagner et d'organiser toutes les étapes, de la récolte jusqu'à la transformation industrielle.

Il a ajouté que de nombreuses mesures appliquées actuellement, afin d'organiser la filière de la tomate industrielle tout au long des étapes liées à la production et la transformation, passent essentiellement par la sensibilisation des producteurs sur l'importance de respecter le calendrier de culture de la tomate et d'organiser les opérations de récolte et d'acheminement vers les unités de transformation. «Ce plan organisationnel a été réfléchi afin d'éviter les files



interminables de camions devant les unités de transformation et diminuer les risques de pertes de récoltes», a-t-il affirmé.

Cette excellente production attendue est à mettre au crédit

des dispositions prises en coordination avec les producteurs et les transformateurs ainsi que l'extension des superficies consacrées à la filière de la tomate industrielle, passées de 23 000 hectares en 2018 à 24 600 ha actuellement. La culture de la tomate industrielle se concentre à plus de 80% au nord-est du pays, à travers les wilayas d'Annaba, Taf, Guelma et Skikda, a-t-on relevé.

Le réseau national des unités de transformation est composé de 27 unités d'une capacité de 40 000 tonnes/jour, a-t-on encore détaillé.

Il est à noter que dans la foulée de la réunion consacrée au suivi et à l'accompagnement des différents partenaires concernés par la filière de la tomate industrielle, une délégation ministérielle s'est rendue, en compagnie des responsables du secteur de l'agriculture, dans plusieurs unités de transformation afin de prendre le pouls des conditions d'accueil de la récolte et relever les problèmes qui se dressent devant la filière.

S. K.

Pétrole

Les cours en légère hausse

Les cours du pétrole montaient hier en cours d'échanges européens, à la fin d'une semaine marquée par une progression modérée malgré les tensions géopolitiques dans le Golfe Persique. Vers 09h40 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre montait de 0,44% à 63,67 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour livraison à la même échéance valait 56,29 dollars, 0,48% de plus qu'à la clôture jeudi. Sur la semaine, le Brent et le WTI était respecti-

vement en hausse de 1,9% et 1,2%. «Etant donné les tensions grandissantes entre l'Iran et les pays occidentaux, du fait des arraisonnements réciproques de pétroliers, des abattages successifs de drones et des violations des règles d'enrichissement d'uranium par l'Iran, l'évolution des prix a été (marquée) par une extrême retenue», s'étonne Carsten Fritsch, analyste chez Commerzbank. Entre autres, le Royaume-Uni a annoncé jeudi avoir ordonné à la Royal Navy d'escorter les

navires civils battant pavillon britannique dans le détroit d'Ormuz, où l'Iran a arraisonné un de ces bâtiments la semaine dernière. Selon Carsten Fritsch, il semblerait cependant «que la plupart des acteurs du marché ne s'attendent pas à ce qu'un conflit militaire empêche les livraisons d'or noir». De plus, ces tensions s'inscrivent dans un contexte économique mondial peu propice à une envolée des cours du pétrole. «La faiblesse persistante des données de l'économie mondiale a limité les

prix du pétrole à court terme», a ainsi souligné Benjamin Lu, analyste chez Phillip Futures. Le Fond monétaire international (FMI) a annoncé mardi avoir révisé en baisse sa prévision de croissance mondiale pour 2019, la qualifiant de «morose» et «modérée» dans un contexte marqué par des tensions commerciales persistantes entre Pékin et Washington et un difficile Brexit en Europe.

Mahi O. /APS

Changes

L'euro en légère baisse face au dollar

L'euro baissait un peu face au dollar hier, au lendemain d'une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) et en attendant la croissance américaine. Vers 08h50 GMT, la devise européenne baissait de 0,11% face au billet vert et s'échangeait à 1,1135 dollar. Hier, les marchés digéraient les annonces de la

BCE la veille, qui ont rendu l'euro quelque peu nerveux. Alors que l'institution a signalé un futur assouplissement monétaire, ce qui a envoyé la monnaie unique à un plus bas depuis plus de deux ans face au dollar, «Mario Draghi a été plutôt réticent à s'engager sur quoi que ce soit quand la conférence de presse a com-

mencé», a souligné Bas van Geffen, analyste pour Rabobank. Pendant la conférence, l'euro a ainsi rebondi, avant de terminer la journée à l'équilibre face au billet vert. «Le président de la BCE Mario Draghi n'a clairement pas été aussi alarmiste que ce à quoi le marché s'attendait», a jugé Thu Lan Nguyen, analyste pour

Commerzbank. Si M. Draghi a jugé que la conjoncture dans l'industrie était «de pire en pire» et que les perspectives d'inflation étaient dégradées, il a également considéré que les risques d'une récession en zone euro étaient «plutôt faibles». Un assouplissement monétaire pour stimuler la croissance économique a pour effet de rendre la devise concernée moins rémunératrice et donc moins attractive pour les cambistes. A l'inverse, si le ton est plus confiant qu'attendu, cela a pour effet de soutenir la devise. Les regards pourraient cependant très vite se tourner à nouveau vers le dollar alors que le chiffre de la croissance américaine au deuxième trimestre est attendu à 12h30 GMT. «Cela sera un élément important pour juger de l'action de la Fed», a expliqué Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. La Réserve fédérale américaine se réunit la semaine prochaine et devrait annoncer une baisse de ses taux quoi qu'il arrive. Mais des indicateurs comme celui sur la croissance du PIB américain peuvent faire évoluer les attentes du marché concernant la probabilité d'autres baisses d'ici à la fin de l'année, a ajouté M. Anthis.

F. Y.

Zone euro

La BCE abaisse les prévisions d'inflation jusqu'en 2021

L'INFLATION en zone euro devrait faiblir jusqu'en 2021, selon une étude publiée hier par la Banque centrale européenne (BCE), qui l'avait intégrée la veille en brochant un sombre tableau des perspectives économiques. Alors que ce sondage réalisé auprès de prévisionnistes professionnels montre que les anticipations d'inflation ont baissé, «cela a conduit le conseil des gouverneurs à (faire des) propositions pour soutenir l'économie et les prix», avait souligné jeudi Mario Draghi, président de la BCE. Ces propositions comprennent une baisse du taux sur les dépôts, avec des paliers pour en atténuer les effets, de même qu'un nouveau programme de rachats d'obligations, qui devraient selon les attentes être dévoilées lors de la prochaine réunion de septembre. L'étude montre une baisse de 0,1 point de pourcentage des prévisions concernant la hausse des prix à la consommation jusqu'en 2021, selon le communiqué publié hier par la BCE. Les économistes sondés début juillet tablent désormais sur une inflation de 1,3% (1,4% auparavant) en 2019, 1,4% (1,5%) en 2020 et 1,5% (1,6%) en 2021. Au moment de décider sa politique monétaire en septembre, la BCE disposera de propres projections actualisées après celles de juin, qui étaient légèrement plus optimistes que celles du présent panel d'experts. D'après l'étude publiée hier, les attentes moyennes d'inflation hors prix volatils de l'énergie et des produits alimentaires, particulièrement importantes aux yeux des tenants de la politique monétaire, se sont elles établies entre 2019 et 2021 à 1,2%, 1,4% et 1,6%, ce qui représente aussi une baisse de 0,1 point pour chaque année. La croissance en zone euro «sera plus lente que prévu» et il y a un risque que l'environnement extérieur «se révèle plus désinflationniste qu'aujourd'hui», explique l'étude. Jeudi, M. Draghi avait jugé «de pire en pire» les perspectives du secteur industriel en zone euro, plombé par le ralentissement mondial, les tensions commerciales et le risque d'un Brexit sans accord. La prévision d'inflation moyenne à plus long terme, soit à horizon 2024, est également abaissée de 0,1 point, à 1,7%. Elle s'éloigne ainsi un peu de l'objectif de la banque centrale, qui vise un taux d'inflation proche mais inférieur à 2% sur le moyen terme.

R. E.

Tizi-Ouzou

Les lauréats des examens de fin d'année scolaire honorés

■ Les candidats ayant décroché leur quitus pour l'université avec des moyennes supérieures 16,80/20 ont été au nombre de 75 et Hamzaoui Imene du lycée de Boghni est la lauréate de la wilaya avec 18,58/20.

Par Hamid M.

Les lauréats des différents examens de fin de cycle (primaire, moyen et secondaire) de la wilaya de Tizi-Ouzou au nombre de 177 ont été honorés jeudi au cours d'une cérémonie organisée par la direction locale de l'éducation au théâtre régional Kateb Yacine. Des chiffres communiqués à l'occasion par les responsables de l'académie, il ressort que la wilaya de Tizi-Ouzou est arrivée à la première place pour l'examen du baccalauréat avec un taux de réussite de 71,60% loin devant la moyenne nationale qui est de 54,56%. Les candidats ayant décroché leur quitus pour l'université avec des moyennes supérieures 16,80/20 ont été au nombre de 75 et Hamzaoui Imene du lycée de Boghni est la lauréate de la wilaya avec 18,58/20. Au titre du Brevet de l'Enseignement Moyen (BEM), le taux de réussite réalisé par la wilaya a été de 74,05% avec un taux de passage de 79,17%. Quatre élèves ont obtenu leur BEM avec moyenne supérieure à 19/20, 68 autres entre 18 et 19, et 294 entre 17 et 18/20. Alors que la meilleure moyenne a été l'œuvre de Ketouche Yasmine avec 19,31/20. S'agissant de l'examen de la fin du cycle primaire, les can-

didats de Tizi Ouzou ont réalisé un taux de réussite de 91,11% de réussite à et un taux de passage de 96,64%. Trente 30 élèves ont obtenu la moyenne de 10/10 et 10 établissements ont vu tous leurs candidats obtenir la 5e. Les meilleurs établissements ont été également primés par la même occasion en présence des autorités locales. H. M.



PH: D. R.

Médéa

Lancement du plan de sauvegarde de l'ancienne ville

La phase préliminaire du projet de plan permanent de sauvegarde et de préservation de l'ancienne ville de Médéa a été lancée cette semaine avec le début d'exécution de l'opération de prises de vues des constructions situées à l'intérieur du périmètre sauvegardé et l'élaboration des plans d'intérieur, a-t-on appris jeudi auprès d'un responsable de la direction locale de la culture. Un groupe d'architectes a été mobilisé par le bureau d'étude, chargé de l'exécution de ce plan permanent, pour mener à bien cette phase préliminaire qui devrait s'étendre sur plusieurs jours et permettre, au final, de dresser une cartographie détaillée de cet ancien noyau urbain, avant de passer à d'autres étapes du projet, a indiqué Ahmed Merbouche, chef de service du patrimoine à la direction de la culture. En plus des prises

de vues, un travail de collectes d'informations sur l'aspect architectural des bâtisses, leur état, la nature juridique de la propriété sera réalisé au cours de cette phase préliminaire et les données réunies serviront, plus tard, à l'élaboration d'un relevé architectural global en 3 D, a-t-il expliqué. S'étendant sur une superficie de plus de 35 ha, le périmètre à sauvegarder renferme de nombreux monuments datant des périodes romaine, musulmane et coloniale, constitués notamment d'un aqueduc romain, de lieux de cultes et minarets, datant de l'époque ottomane, de maisons mauresques, de tombeaux de saints, mais également de bains maures et d'édifices, utilisés, à différents moments de l'histoire, comme sièges pour les administrations civiles ou militaires. Le plan permanent de sauvegarde et de préservation va s'articu-

ler, selon la même source, sur des actions ciblées permettant la sauvegarde des principaux vestiges et édifices, encore en état, érigés pendant l'occupation romaine ou durant la présence ottomane dans la région, en sus de bâtisses formant l'ossature de ce noyau urbain, qui menace ruine. Parmi les actions qui seront menées sur ce site, une fois ce plan finalisé, la réfection et la réhabilitation des constructions qui ont une valeur historique et méritent, à cet égard, une prise en charge susceptible de les mettre en valeur, a-t-on indiqué. Il est prévu, en outre, la modernisation de l'ensemble des réseaux divers, dont certains datent de l'époque coloniale, pour préserver les fondements des constructions existantes et éviter, à l'avenir, des interventions pouvant présenter un risque pour ces constructions, a-t-il ajouté. D. H./APS

El Tarf

Prévision de récolte de plus de 10 000 quintaux de liège

Une récolte de pas moins de 10 232 quintaux de liège est attendue, cette année, dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le conservateur local des forêts, Mounder Ounada. Le même responsable a précisé que 60% de cette récolte prévisionnelle proviennent du liège de reproduction et le reste du liège male ou de mise en valeur, rappelant que la campagne de récolte de liège a été lancée le 3 juin dernier. Il a relevé que conformément à un contrat conclu avec l'entreprise régionale du génie rural Babors de Jijel, cette campagne a déjà permis de récolter 2 500 quintaux de liège dont 1 000 qx sont en dépôt. Tout en soutenant que pour l'heure, 90 ouvriers saisonniers ont été recrutés, dans le cadre de la campagne de démasclage (enlèvement de l'écorce des arbres), la même source a assuré que la campagne se déroule dans de «bonnes conditions». Ainsi, les 10 chantiers ouverts dans différentes subéraies, principalement les localités frontalières réputées pour leur liège de montage à l'image de Bougous, Bouhadjar, Souarekh et Ayoune, achèveront les travaux de déliègeage «vers fin septembre prochain», a-t-on signalé. Soutenant que le mon-

tant généré par la vente des produits récoltés devra atteindre 70 millions de DA, la même source a rappelé que ce produit de forêt est employé depuis fort longtemps dans différentes industries et «demeure très recherché

aujourd'hui pour ses critères de haute qualité de plasticité et de transformation malgré la technologie avancée de la matière plastique». L'exploitation du liège se fait par rotation de 10 à 12 ans par séries (ou coupons) réglés

dans les subéraies aménagées et suivant leur fertilité. Sa récolte et son prélèvement obéissent à certaines techniques bien définies et nécessitent une main d'œuvre qualifiée, a-t-on souligné. Le chêne liège demeure

parmi les principales essences forestières de cette région avec une subéraie couvrant de plus de 74 000 hectares, soit 57% de la superficie forestière de la wilaya d'El Tarf, estimée à 165 000 hectares. APS

Oran

La nouvelle aérogare internationale fonctionnelle avant l'été 2020

La nouvelle aérogare internationale «Ahmed Benbella» d'Oran sera opérationnelle avant l'été prochain, a annoncé jeudi le ministre des Travaux publics et des transports, Mustapha Kouraba. «La nouvelle aérogare internationale d'Oran sera opérationnelle avant l'été prochain. Dès la prochaine saison estivale, les passagers auront le loisir d'apprécier cette infrastructure moderne», a déclaré le ministre à la presse, à l'issue d'une visite qu'il a effectuée sur site. Le premier responsable du secteur a insisté auprès de la société réalisatrice, Cosider, sur la nécessité d'offrir un produit de qualité qui réponde aux grands investissements consentis par l'Etat pour la réalisation de cet important projet. Il a en outre suivi avec intérêt l'exposé présenté par le représentant de Cosider sur l'évolution des travaux ayant atteint les 85%. M. Kouraba a noté avec satisfaction la levée de toutes les contraintes qui avaient pénalisé la livraison du projet dans les délais fixés initialement. Compte tenu de cette nouvelle situation, il est prévu que les travaux de la nouvelle aérogare soient achevés avant la fin du

premier trimestre 2020 afin de passer aux essais techniques, une opération nécessitant environ deux mois, selon les explications fournies au ministre par les services compétents. Le membre du gouvernement, qui était accompagné du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a exprimé sa satisfaction après l'achèvement des travaux du nouveau parking à étages d'une capacité de 1 200 places. La nouvelle aérogare internationale «Ahmed Benbella» d'Oran aura une capacité annuelle de traitement de 3,5 millions de passagers extensible à 6 millions, rappelle-t-on. Le ministre a inspecté par la suite le projet du déboulement de la route et des accès menant à l'aéroport d'Oran au niveau de la RN 04 dont la livraison est prévue pour la fin septembre prochain, selon les engagements pris par l'entreprise réalisatrice de ce projet. Par ailleurs, M. Kouraba s'en enquis également de l'avancement des travaux de réalisation de nouveaux accès au complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir, en vue de la 19^e édition des Jeux méditerranéens.

Sur place, il a donné des instructions pour que le tout soit achevé avant juin 2020, soit la date limite accordée à l'entreprise chinoise (MCC) chargée de la construction du complexe sportif en question. Enfin, la dernière étape de la visite de travail du ministre des Travaux publics et des Transports a été le projet de réalisation de la bretelle Port d'Oran-Autoroute «Est-Ouest», l'un des grands projets structurants du secteur des travaux publics à Oran. Ce projet a souffert pendant des mois du problème de l'insuffisance des moyens financiers en raison des difficultés que traverse le pays, ce qui a pénalisé les travaux menés par le groupe, composé de la Société turque «Makyol» et celle des Grands œuvres d'art «ENGOA». La première tranche du projet d'une longueur de 8 km a atteint un taux d'avancement de l'ordre de 85%. Elle devra être livrée avant fin mars prochain, selon les explications données au ministre. Le projet de liaison du Port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest est programmé sur un tronçon global de 26 km. Samy Y.

«Pire tragédie en Méditerranée cette année»

Plus de cent migrants disparus au large de la Libye

■ Le naufrage d'une embarcation en Méditerranée a causé la disparition d'une centaine de migrants. «La pire tragédie en Méditerranée cette année», selon l'ONU, qui porte à 426 les décès survenus cette année entre l'Afrique et l'Europe.

Par Racha M.

Plus d'une centaine de migrants ont été portés disparus après que leur embarcation a coulé le 25 juillet au large des côtes libyennes. Dans le même temps, d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), environ une centaine d'autres avaient été secourus après la perte de leur embarcation, à proximité de la ville de Homs, dans l'ouest du pays. L'OIM, par la voix de Safa Msehli, chargée de la communication au bureau de l'organisation en Libye, a indiqué à l'AFP que 145 migrants avaient été secourus et ramenés vers Khoms. Le porte-parole de la marine libyenne, le général Ayoub Kacem, a lui fait état, dans un communiqué officiel, de «134 migrants secourus» ainsi que d'un «corps repêché» et de «115 migrants portés disparus». «Une embarcation en bois transportant environ 250 migrants clandestins, dont des femmes et des enfants, [...] a fait naufrage à moins de cinq milles marins de la côte selon les témoignages de rescapés», a-t-il ajouté. Toujours



R. M.

d'après lui, les migrants secourus, originaires d'Erythrée pour la plupart, mais aussi de Palestine et du Soudan, seront placés dans des «centres d'hébergement».

«La pire tragédie en Méditerranée cette année»

Médecins sans Frontière (MSF) en Libye a prodigué des soins à 135 rescapés, selon le chef de la mission dans le pays, Julien Raickman. D'après lui, les récits des survivants font état de 400 personnes présentes à bord de l'embarcation lors du naufrage. Contacté au téléphone par

l'AFP, il a confirmé que les migrants avaient quitté les côtes libyennes «possiblement à bord de trois bateaux arrimés les uns aux autres, ce qui expliquerait leur désintégration», précisant que «les gens étaient extrêmement choqués». Sur Twitter, le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi, a évoqué «la pire tragédie en Méditerranée cette année», rappelant que «la reprise des opérations de sauvetage en mer, la fin de la détention des réfugiés et des migrants en Libye, la multiplication des voies de sortie sûres hors de la Libye [étaient] désormais nécessaires».

Soutien européen

Au cours de l'année 2017, l'Union européenne (UE) a apporté son concours à l'accord conclu entre Tripoli et l'Italie pour la formation des gardes-côtes libyens, les deux côtes n'étant séparées que par 300 kilomètres. Depuis, le nombre d'arrivées en Europe par la Méditerranée a fortement diminué. «Les réfugiés et les migrants en Libye sont extrêmement vulnérables et ont droit à une protection au titre du droit international humanitaire», a de son côté affirmé Thomas Garofalo, directeur du bureau libyen de l'International Rescue Committee, rappelant qu'il était «urgent» que les missions de

sauvetage des ONG soient «dépenalisées». En effet, plusieurs pays comme l'Italie ou la Hongrie ont mis en place des législations visant à réduire l'afflux de migrants. Des mesures jugées inhumaines pour les ONG. Avant ce naufrage, l'OIM et le HCR avaient dénombré au moins 426 morts, depuis le début de l'année, dans des tentatives de traversée de la Méditerranée. La Libye est en proie à des violences récurrentes depuis la chute, en 2011, de Mouammar Kadhafi, et est devenue au fil du temps la porte d'entrée principale en Europe pour les migrants d'Afrique ou du Moyen-Orient cherchant à fuir l'instabilité de leur pays. Le 21 juillet, SOS Méditerranée avait annoncé le lancement d'une nouvelle campagne de sauvetage au large des côtes libyennes, sept mois après l'immobilisation de son navire, l'*Aquarius*, privé de pavillon.

R. M.

Le chalutier italien et son équipage relâchés

LA LIBYE a relâché le chalutier italien et ses sept membres d'équipage, saisis la veille dans ses eaux, a annoncé le gouvernement italien. Ce chalutier battant pavillon italien, le *Tramontana*, avait été saisi et conduit mardi soir dans le port de Misrata (nord-ouest), où ses sept membres d'équipage ont été entendus. «Le chalutier *Tramontana* et tout son équipage viennent juste de quitter le port de Misrata pour retourner en Italie», ont indiqué les services du président du Conseil italien, Giuseppe Conte, dans un communiqué. Les discussions entre l'ambassade d'Italie en Libye et les autorités de ce pays «ont permis de trouver rapidement une solution à une affaire qui risquait sérieusement de se compliquer», selon ce communiqué. Mardi, le ministère italien des Affaires étrangères avait affirmé que les raisons de la saisie du bateau n'étaient «pas encore claires, probablement en raison d'activités de pêche». «Un patrouilleur des gardes-côtes (...) a saisi mardi un bateau de pêche italien dans les eaux territoriales (libyennes) avec sept marins à bord, cinq Italiens et deux Tunisiens», avait indiqué le colonel Rida Issa, des forces de la marine loyales au Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) basé à Tripoli. Le ministre italien des Affaires étrangères, Enzo Moavero Milanesi, «a donné des instructions à l'ambassadeur d'Italie, Giuseppe Buccino, pour agir rapidement et avec le maximum d'efficacité pour le règlement et la libération rapide des membres d'équipage et du bateau», avait précisé son ministère. Farid M./Agences

Sahara occidental

La brutalité des forces marocaines représente un véritable défi pour l'ONU

Le Mouvement nigérian de solidarité avec le Sahara occidental a condamné mercredi les attaques violentes des forces d'occupation marocaines contre des civils sahraouis, vendredi dernier à El-Ayouun, soulignant que l'Union africaine (UA) doit faire preuve d'un plus grand engagement en faveur de l'indépendance du Sahara occidental et contre la poursuite du régime colonial. «Le peuple sahraoui subit des attaques contre l'humanité de la part des forces d'occupation marocaines, notamment des policiers en uniforme, de la gendarmerie et des forces paramilitaires», a-t-on indiqué dans un communiqué, soulignant que le Mouvement nigérian «condamne les brutalités de toutes sortes, lancées par les forces marocaines contre le peuple sahraoui». «Cette brutalité marocaine, commise en présence de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), doit constituer une source de profonde préoccupation pour tous les peuples du monde qui aiment les principes d'humanité, de liberté et de dignité», a déclaré le mouvement. «La brutalité manifestée par les forces marocaines représente un véritable défi pour les Nations unies : défendre les droits universels de toute l'humanité à la vie, à la dignité et au respect, ainsi que le droit de toutes les nations de se gouverner», indique le communiqué de presse. Cela ajoute également un défi particulier à l'Union africaine (UA), puisque, souligne le Mouvement, l'UA «a la responsabilité de mener à bien la tâche qui consiste à mener à bien la décolonisation de la dernière colonie en Afrique». A cette fin, insiste le Mouvement, «l'Union africaine doit faire preuve d'un plus grand engagement en faveur de l'indépendance du Sahara occidental, contre la poursuite du régime colonial au Sahara occidental, contre le pillage de ses ressources par le Maroc». «Le droit du peuple du Sahara occidental de posséder, de contrôler et d'utiliser ses ressources naturelles pour son propre bien-être est inaliénable et l'Afrique doit obliger le Maroc à respecter l'humanité, les droits de l'Homme et la dignité au Sahara occiden-

tal. Pour tous les peuples africains, et jusqu'à ce que l'Afrique soit pleinement libérée, nous resterons esclaves», a soutenu le Mouvement nigérian. Le communiqué appelle à la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les victimes sahraouies de l'occupation marocaine, appelant «tous les peuples du monde à soutenir le peuple sahraoui dans sa juste lutte pour l'indépendance». La jeune sahraouie, Sabah Othman Omeida, a été tuée par les forces de répression marocaines dans la ville d'El-Ayouun occupée et plusieurs d'autres ont été blessés, en marge de la célébration pacifique de la victoire de l'équipe algérienne de football en finale de la coupe d'Afrique des nations (CAN) face au Sénégal (1-0) qui s'est déroulée en Egypte. La jeune fille, Sabah Othman, 23 ans, a subi un accident mortel intentionnel (volontaire) par la police marocaine qui a foncé sur la foule à pleine vitesse, selon des sources médiatiques sahraouies sur place, soulignant que la police marocaine a également blessé deux autres jeunes Sahraouis.

R. M.



États-Unis

L'espoir des Démocrates de destituer Trump s'amenuise davantage

■ La menace de destitution de Donald Trump semblait jeudi encore plus hypothétique au lendemain du témoignage minimaliste de l'ex-procureur spécial Robert Mueller chargé de l'enquête russe, qui oblige l'opposition démocrate à se tourner résolument vers la prochaine présidentielle.

Par Rosa C.

«2020 est sans aucun doute le seul moyen de lui faire quitter le pouvoir», a admis le démocrate Adam Schiff sur CNN, alors que le mil-



PH. > D. R.

liardaire républicain s'est déjà lancé avec vigueur dans la campagne pour sa réélection. «Je serais enchanté si nous étions dans la perspective de le destituer mais nous n'y sommes pas», a ajouté l'élu de la Chambre des représentants qui préside l'une des deux commissions ayant entendu Robert Mueller mercredi. Lors de cette audition, l'ancien chef de la police fédérale (FBI) a

été «un témoin très récalcitrant» mais le fond de son témoignage est «accablant» pour le président des États-Unis, a estimé M. Schiff. Interrogé pendant près de sept heures, l'homme de 74 ans s'en est strictement tenu à son rapport d'enquête, rendu public en avril. Ce rapport décrit les efforts de la Russie pour faire basculer la présidentielle de 2016 en faveur de Donald Trump mais les enquêteurs n'ont pas trouvé la preuve d'une quelconque entente entre Moscou et l'entourage du candidat républicain. Il détaille par ailleurs une série de pressions exercées sur son enquête par le président et, cette fois, assure ne pas pouvoir l'exonérer des soupçons d'entrave à la justice. Citant l'impossibilité juridique de poursuivre un président en exercice, Robert Mueller ne se prononce

pas sur les suites à donner à son enquête. Depuis, les démocrates se divisent sur l'opportunité de lancer rapidement une procédure de destitution contre le président pour entrave à la justice. Forts de leur majorité à la Chambre des représentants, dotée de puissants pouvoirs d'investigation, ils sont en mesure d'ouvrir cette procédure mais elle est vouée à l'échec compte tenu du contrôle républicain sur le Sénat. Les ténors du parti, la présidente de la Chambre Nancy Pelosi en tête, craignent que la manœuvre ne se retourne contre les démocrates pendant la course à la Maison-Blanche. Notamment en occultant leurs thèmes de campagne (environnement, accès à la santé, réforme pénale, etc) destinés à tenter de reconquérir les électeurs ayant opté pour Trump en 2016. Ils préfèrent laisser la Chambre terminer ses différentes enquêtes pour rallier les sénateurs avec des éléments probants. M. Mueller «a fait son travail. Maintenant, il est temps pour le Congrès de faire le sien», a commenté Lisa Blunt, élue démocrate de la chambre basse. L'audition de Robert Mueller «était un pas en avant important mais ça ne m'a pas fait bouger», a déclaré sur CNN l'élue Karen Bass, qui ne soutient pas à ce stade la destitution. L'aile gauche du parti, dont l'étoile montante Alexandria Ocasio-Cortez, et plusieurs prétendants à l'investiture démocrate pour 2020, y compris Bernie Sanders, Kamala Harris et Elizabeth Warren, ont estimé qu'il fallait agir.

Avant de se lancer, les démocrates doivent avoir une base solide que le Sénat républicain ne pourrait écarter, a estimé l'élue Katie Hill, hésitant à soutenir la procédure. «Je ne veux pas le faire jusqu'à ce que nous soyons totalement prêts parce que je pense en mon for intérieur que nous n'aurons qu'une seule tentative», a-t-elle dit mercredi soir. Les démocrates, qui espéraient une audition «plus décisive», «ne peuvent pas accélérer la cadence vers une destitution comme l'auraient souhaité certains d'entre eux», a commenté pour l'AFP Ben Shapiro, professeur de sciences politiques à l'université de Columbia.

«Si M^{me} Pelosi hésitait à pousser en faveur de la procédure, cela lui a donné un motif pour le faire à son rythme», a-t-il ajouté. Cette journée d'audition a également écorné l'image du procureur Mueller qui a paru indécis, faisant régulièrement répéter les questions des parlementaires, au plus grand plaisir de Donald Trump. Michael Moore, célèbre réalisateur de documentaires comme «Bowling for Columbine» et farouche opposant à Donald Trump, a raillé sur Twitter la prestation d'un «vieux homme frêle, incapable de se souvenir des choses, bredouillant, refusant de répondre à des questions basiques». Message relayé par le président américain, ajoutant que «même Michael Moore est d'accord sur le fait que les démocrates et Mueller ont foiré».

R. C.



Commentaire

Crise

Par Fouzia Mahmoudi

La situation au Proche-Orient ne cesse de se dégrader laissant entrevoir un avenir des plus sombres alors qu'à Washington l'on ne semble plus préoccupé que par les intérêts israéliens. Tant et si bien que le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé cette semaine que l'Autorité palestinienne va cesser de respecter les accords avec Israël. «Nous annonçons la décision de la direction (palestinienne) de ne plus appliquer les accords signés avec Israël», a-t-il déclaré lors d'un discours à Ramallah. Il a ajouté que la direction palestinienne allait mettre en place immédiatement un comité chargé d'étudier comment mettre en œuvre cette décision. Israël et les Palestiniens sont liés par des accords bilatéraux dans des domaines allant de la gestion de l'eau à la sécurité. Si les Palestiniens cessent de les appliquer, cela pourrait avoir des conséquences notamment sur la sécurité en Cisjordanie, un territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967. Mahmoud Abbas, 84 ans, a déjà proféré des menaces similaires ainsi que celle de ne plus reconnaître Israël dans le passé, mais elles n'avaient pas été appliquées. Les relations entre le gouvernement de Mahmoud Abbas, basé en Cisjordanie occupée, et les autorités israéliennes se sont dégradées au cours des derniers mois à la faveur de l'ingérence américaine. Cette semaine, Mahmoud Abbas a condamné les démolitions de logements de Palestiniens par Israël au sud de Jérusalem de «dangereuse escalade contre le peuple palestinien sans défense». En février, Israël avait annoncé le blocage de 500 millions de shekels (122 millions d'euros) sur le montant total reversé à l'Autorité palestinienne au titre de la TVA et des droits de douane prélevés par l'État hébreu sur les produits importés par les Palestiniens. Cette sanction avait été imposée en réponse au versement par l'Autorité palestinienne d'allocations aux familles de Palestiniens emprisonnés ou tués pour avoir commis des attaques anti-israéliennes. Le président palestinien Mahmoud Abbas avait alors refusé de toucher une quelconque somme due au titre de ces droits de douane de la part d'Israël tant que ces fonds étaient incomplets, laissant l'Autorité palestinienne face à une grave crise financière. Ces taxes représentent 65 % des recettes de l'Autorité censée préfigurer un État palestinien. La situation au Proche-Orient est ainsi aujourd'hui dans une impasse qui ne peut qu'aller de mal en pis dans les semaines et mois à venir. Habituellement, en cas de crise, la Maison-Blanche intervient et trouve un moyen de calmer les esprits, au moins temporairement, mais aujourd'hui avec Donald Trump aux commandes personne ne peut prévoir jusqu'où cette situation peut aller et surtout si elle finira, faute d'issue diplomatique, vers un nouveau conflit armé. F. M.

Hong Kong

Manifestation à l'aéroport pour sensibiliser aux revendications démocratiques

Des milliers de manifestants se sont rassemblés hier à l'aéroport de Hong Kong pour sensibiliser les voyageurs au mouvement de contestation qui agit ce haut lieu de la finance internationale, avant un nouveau week-end de protestations. Le grand hall d'arrivée de l'aéroport international, l'un des plus animés du monde, a été envahi par une marée de manifestants, dont des membres d'équipage. Vêtus de noir, ils ont scandé des slogans anti-gouvernement, brandissant des pancartes et distribuant des tracts. La manifestation s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, et aucune perturbation de trafic aérien n'a été signalée. L'ancienne colonie britannique, rétrocédée à la Chine en 1997, est le théâtre depuis sept semaines de gigantesques manifestations pacifiques contre le gouvernement pro-Pékin de Hong Kong. Des affrontements sporadiques ont opposé contestataires radicaux et policiers. Le mouvement est parti du rejet d'un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale où la

justice est sous l'influence du Parti communiste. Mais certains manifestants exigent désormais des réformes démocratiques. Le rassemblement à l'aéroport était organisé pour informer les voyageurs, principalement ceux venant de Chine continentale, sur le climat politique. Les médias chinois, contrôlés par le gouvernement central, dépeignent les manifestations comme un complot financé par des puissances étrangères pour déstabiliser le pays. Un groupe de manifestants s'est livré à une parodie des messages de sécurité diffusés à bord des avions, afin d'expliquer leurs revendications et informer sur les manifestations en cours. «Veuillez mettre vos masques et vos t-shirts noirs si vous vous rendez à des rassemblements», invitent les organisateurs dans une vidéo, faisant référence à la couleur adoptée par beaucoup de manifestants anti-gouvernement. D'autres ont brandi des panneaux «Avertissement Touriste» expliquant que la police avait fait usage de gaz lacrymogène contre les contestataires

dimanche dernier, et que 45 manifestants avaient été blessés dans des attaques commises par des agresseurs soupçonnés d'appartenir aux triades. Le syndicat du personnel de vol de la compagnie Cathay Pacific a déclaré soutenir le rassemblement et encouragé ses membres à s'y joindre. Cette prise de position a été condamnée dans les médias d'État chinois. «Nous regrettons l'incompétence de Carrie Lam et son équipe, qui se moquent de leur peuple», a publié le syndicat sur Facebook, en référence à la cheffe de l'exécutif local, soutenue par Pékin. Un grand groupe de personnes scandait encore «Libérez Hong Kong» dans le hall des arrivées, cinq heures après le début de la protestation. Pour certains déconcertés, d'autres acquis à la cause des manifestants, les touristes ont réagi diversement. «J'ai l'impression d'être chez moi, parce qu'au Chili, on a des problèmes similaires avec la police», a déclaré à l'AFP une voyageuse de 24 ans, Margarita Duco, en escale à Hong Kong.

Suite au deuil national

L'ouverture du Festival de Timgad reportée

■ Après les travaux de réaménagement portant sur la réfection de la scène du théâtre antique Thamugadi, la 41^e édition devait s'ouvrir ce soir. Cependant, cet événement est reporté à une date ultérieure suite au deuil national déclaré après le décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi. Cette édition dont la prochaine date n'a pas été encore dévoilée, sera cent pour cent algérienne, selon les organisateurs.

Par Abla Selles

Le théâtre de plein air de la ville antique de Timgad devait abriter à partir de ce soir la 41^e édition du Festival international de Timgad. Cependant, l'ouverture de cette manifestation artistique est reportée à une date ultérieure suite au deuil national annoncé après le décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi.

Les organisateurs de Timgad 2019 n'ont pas encore dévoilé la prochaine date mais promettent au public une édition forte en couleurs et en rythmes. Des artistes représentant différentes villes du pays seront présents



lors de cet événement. Du chaoui, chaoui, staifi, musique algéroise et autres, seront présentés au public de cette édition. Des artistes de renom et d'autres nouveaux sur la scène artistique

vont créer la joie sous différents rythmes.

«Le théâtre de plein air de l'antique Thamugadi a fait l'objet de travaux de réaménagement portant sur la réfection de la scène, des lumières et de la peinture, en vue d'accueillir les festivaliers dans les meilleures conditions possibles», a précisé le directeur local de la Culture, Amar Kebbour

Mitoyen au site archéologique et à la ville de Timgad qui depuis quelques jours est en pleine effervescence pour les préparatifs, ce théâtre est fin prêt pour abriter la soirée d'ouverture de l'édition 2019, a-t-il assuré.

Le directeur de la culture a également indiqué que la soirée d'ouverture sera libre d'accès et qu'à l'instar des éditions précédentes le transport (aller-retour) sera assuré tout au long du festival, à titre gracieux au public, depuis plusieurs endroits de la capitale des Aurès.

Il est à noter que la soirée d'ouverture du 41^e Festival international de Timgad sera 100% algérienne avec au programme le spectacle chorégraphique «Hamasset Ajjal» (Murmures de générations), les artistes Aïssa Brahimi et Malik Chaoui. **A. S.**

Patrimoine

Lancement du plan de sauvegarde de l'ancienne ville de Médéa

La phase préliminaire du projet de plan permanent de sauvegarde et de préservation de l'ancienne ville de Médéa a été lancée cette semaine avec le début d'exécution de l'opération de prises de vues des constructions situées à l'intérieur du périmètre sauvegardé et l'élaboration des plans d'intérieur, a-t-on appris jeudi auprès d'un responsable de la Direction locale de la culture.

Un groupe d'architectes a été mobilisé par le bureau d'études chargé de l'exécution de ce plan permanent, pour mener à bien cette phase préliminaire qui devrait s'étendre sur plusieurs jours et permettre, au final, de dresser une cartographie détaillée de cet ancien noyau urbain, avant de passer à d'autres étapes du projet, a indiqué à l'APS Ahmed Merbouche, chef de service du patrimoine à la Direction de la culture. En plus des prises de vues, un travail de collectes

d'informations sur l'aspect architectural des bâtisses, leur état, la nature juridique de la propriété sera réalisé au cours de cette phase préliminaire et les données réunies serviront, plus tard, à l'élaboration d'un relevé architectural global en 3 D, a-t-il expliqué.

S'étendant sur une superficie de plus de 35 ha, le périmètre à sauvegarder renferme de nombreux monuments datant des périodes romaine, musulmane et coloniale, constitués notamment d'un aqueduc romain, de lieux de cultes et minarets datant de l'époque ottomane, de maisons mauresques, de tombeaux de saints, mais également de bains maures et d'édifices utilisés, à différents moments de l'histoire, comme sièges pour les administrations civiles ou militaires.

Le plan permanent de sauvegarde et de préservation va s'articuler, selon la même

source, sur des actions ciblées permettant la sauvegarde des principaux vestiges et édifices encore en l'état, érigés pendant l'occupation romaine ou durant la présence ottomane dans la région, en sus de bâtisses formant l'ossature de ce noyau urbain, qui menace ruine.

Parmi les actions qui seront menées sur ce site, une fois ce plan finalisé, la réfection et la réhabilitation des constructions qui ont une valeur historique et méritent, à cet égard, une prise en charge susceptible de les mettre en valeur, a-t-on indiqué.

Il est prévu, en outre, la modernisation de l'ensemble des réseaux divers, dont certains datent de l'époque coloniale, pour préserver les fondements des constructions existantes et éviter, à l'avenir, des interventions pouvant présenter un risque pour ces constructions, a-t-il ajouté. **M. K.**

«Fouilles sur la voie islamique» au musée d'Oran

Un programme spécial pour l'été

Une exposition «Fouilles sur la voie islamique» s'est ouverte jeudi au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO), au titre du programme de la manifestation «Mon été musée», élaboré par le musée public national «Ahmed-Zabana». Cette exposition, destinée aux enfants, met la lumière

sur l'histoire et les étapes d'évolution dans les Etats du monde islamique, ses caractéristiques et ses minerais dont les pièces de monnaie remontant aux époques des Omeyyades, Abbassides, Fatimides, Zianides, a indiqué l'attaché de conservation de ce musée. Cette manifestation, qui

s'étale jusqu'à mercredi prochain, prévoit des explications données aux enfants sur les mécanismes utilisés pour frapper les pièces de monnaie (genres, formes, ...) caractérisant la numismatique islamique, témoin vivant de la vie politique, économique et sociale, a souligné

Ahmed Bouras. Cette exposition constitue une occasion de faire connaître au public de numismatiques islamiques conservées au musée «Ahmed-Zabana» remontant à 15 époques historiques des âges omeyyade, abbasside, fatimide, zianide et ottoman, selon la même source. **F. H.**

Concours «Défi de la lecture arabe»

Les lauréats algériens distingués

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a mis l'accent, à Alger, sur l'impératif d'inciter l'élève à la lecture et de développer les compétences d'auto-apprentissage face au recul du lectorat dans les sociétés contemporaines.

Supervisant la cérémonie de distinction des 10 lauréats de la 4^e édition du concours «Défi de la lecture arabe», M. Belabed a indiqué que cette initiative «permet de renforcer les connaissances, sensibiliser à l'importance de la lecture, développer

l'auto-apprentissage, élargir les connaissances, enrichir le bagage linguistique et améliorer l'apprentissage de la langue arabe chez l'élève dans les pays arabes et à l'étranger».

S'exprimant devant nombre de ministres en présence de l'ambassadeur des Emirats arabes unis (EAU) en Algérie, M. Belabed a expliqué que «ce concours qu'abrite Dubaï vient soutenir le prix scolaire national «Aklam Biladi», dans une ère où nous connaissons un recul du taux de lecture dans les sociétés contemporaines, vu la profusion

des nouvelles technologies notamment Internet». Ce projet constitue «un prolongement du programme d'action du ministère de l'Education et s'adapte à sa politique qui vise à renforcer la maîtrise des connaissances de base, notamment en langue arabe», a-t-il indiqué, soulignant que le ministère de l'Education nationale «a pris une série de mesures pour promouvoir la lecture en milieu scolaire et améliorer le rendement des élèves». Dans son allocution à l'occasion, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement,

Hassane Rabehi, a affirmé que la lecture permettait au peuple de mieux connaître son histoire.

Pour sa part, le ministre de la Culture, Meriem Merdaci, a appelé les parents à encourager leurs enfants à lire, soulignant que son département ministériel «œuvre à promouvoir la lecture en Algérie».

L'élève Kebir Naïma, du lycée Emir Abdelkader dans la wilaya de Mostaghanem, a obtenu la première place et représentera l'Algérie à la 4^e édition du projet «Défi de la lecture arabe». **D. R.**

AGEND'ART

Théâtre antique de Timgad (Batna)

28 juillet :

Le rappeur français Rim'K anime une soirée artistique.

Casif de Sidi Fredj

29 juillet :

Soirée musicale animée par le rappeur français Rim'K.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek – Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Esplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran

Jeu 1^{er} août à 21h :

Smart prod et Probox Algérie présentent un concert du daft punk officiel tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».



Complexe sportif d'Oran

Un montant de 1,2 milliard DA débloqué pour accélérer les travaux

■ Une enveloppe de près de 1,2 milliard DA a été débloquée dernièrement par l'Etat pour lever les contraintes liées au projet de réalisation du complexe sportif d'Oran, a indiqué jeudi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, en marge de sa visite sur site.



Par Racim S.

Présidant la commission interministérielle technique mise en place par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, en juin dernier, pour suivre les préparatifs des différents projets programmés pour les Jeux méditerranéens de 2021 à Oran, M. Beldjoud a effectué pour l'occasion sa deuxième visite dans la capitale de l'Ouest, en l'espace de moins d'un mois. «Après notre première visite sur les lieux et au cours de laquelle nous avons été informés de tous les obstacles pénalisant la bonne marche des travaux au niveau des chantiers du complexe sportif, des mesures concrètes ont été prises par le Premier ministre, ayant permis de lever plusieurs

contraintes d'ordre financier», a indiqué Kamel Beldjoud, accompagné lors de cette sortie du ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba. «Par ces démarches ayant permis notamment de satisfaire les doléances de l'entreprise réalisatrice du projet (MCC), il appartient à cette dernière d'honorer ses engagements», a-t-il souligné. Au cours de sa visite dans les chantiers du complexe sportif, implanté à Bir El Djir (Est d'Oran), comprenant un stade de football de 40 000 places, un stade d'athlétisme de 4 200 places, une salle omnisports (6 000 places) et un centre nautique de trois bassins, dont deux olympiques, le ministre a surtout relevé que le nombre d'ouvriers affectés sur le

site «reste encore insuffisant», insistant auprès des responsables de MCC de redoubler la cadence des travaux en renforçant ses effectifs et à opter pour une main-d'œuvre qualifiée. Informé de la décision d'une trentaine de sociétés sous-traitantes de cesser leurs activités au niveau des chantiers du complexe, M. Beldjoud a sommé les responsables de MCC d'honorer leurs engagements vis-à-vis de ces sous-traitants pour que ces derniers s'acquittent des missions qui leur sont confiées. L'autre problème de taille évoqué à l'occasion de cette visite a trait au lancement des travaux de la semence de la pelouse du stade de football, une opération confiée à l'entreprise «Natural Grass Africa» dont le respon-

sable s'est plaint auprès du ministre concernant le blocage du matériel inhérent au niveau du chantier du nouveau stade de Tizi Ouzou. Cette entreprise s'est engagée, toutefois, à lancer l'opération de semence de la pelouse le 20 août prochain, après avoir reçu des assurances de la part de M. Beldjoud pour régler le problème du matériel en question. Dans la foulée, le ministre a ordonné à l'entreprise chinoise (MCC) de payer ses créances envers «Natural Grass Africa» et les autres intervenants, afin de les mobiliser pour que le complexe sportif, dans son ensemble, soit livré «avant juin 2020», une année avant le début du rendez-vous des J.M, prévus du 25 juin au 5 juillet 2021. Lors de sa visite à Oran, M. Beldjoud

a visité le village méditerranéen où la société chinoise chargée de sa réalisation (CSEC), ainsi que les autres intervenants ont noté avec satisfaction la levée de toutes les contraintes permettant d'avancer considérablement dans les travaux de cette infrastructure dédiée à l'hébergement des athlètes et leurs accompagnateurs. Le taux d'avancement des blocs d'hébergement (4 800 lits) et les différentes annexes du village est estimé à 75%, selon l'exposé présenté au ministre par les services concernés qui s'engagent à le livrer avant juin 2020.

R. S.

Cyclisme / Challenge international du Maroc Victoire de l'Algérien Youcef Reguigui

LE COUREUR cycliste algérien Youcef Reguigui a remporté la 2^e étape du 9^e challenge international du Maroc, disputée mercredi, sur une distance de 50 km, avec un temps de 44 mn 55 sec. La seconde place est revenue à l'Azerbaïdjanais Asadov Elchin, tandis que le Sud-Africain Klint Hendricks s'est contenté de la 3^e place. «C'est pratiquement une étape atypique que celle disputée aujourd'hui (mercredi, ndr) par les coureurs et les organisateurs dans des conditions qualifiées d'extrêmes», a indiqué l'entraîneur national Cherif Merabet à la page facebook de la Fédération algérienne de cyclisme. Selon la même source, le président du jury et les commissaires en concertation avec les directeurs sportifs des équipes participantes ont décidé d'un commun accord d'arrêter la course avant d'opter pour sa reprise à cause de la canicule et des températures vacillant entre 48 et 49 degrés. «L'étape a été réduite à 50 km après le transbordement des cyclistes sur près de 56 km», a ajouté la même source et d'enchaîner : «Après le départ de la course, nous avons décidé d'attaquer dès le coup d'envoi en raison du vent variable et chaud qui soufflait et pour tenter d'imposer notre rythme. Nous avons aussi opté pour la bordure pour créer des espaces et faire éclater le peloton et c'est ce que nous avons réussi à faire». La dernière étape s'est déroulée entre : Fkih Ben Saleh - Fkih Ben Saleh sur 140 km via Kasbah Tadla - Bejaâd - Oued Zem et Retour à Fkih Ben Saleh.

ES Sétif

Le directoire a sauvé le club d'un retrait de la compétition

Le directoire du club de football ES Sétif (ligue professionnelle 1 Mobilis) a sauvé l'équipe d'un imminent retrait de la compétition, a affirmé jeudi son président Laïd Khaber qui est également P-DG de la Société publique des ciments d'Ain El-Kébira (SCAEK). «La conjugaison des efforts des fans du club et la réaction des autorités locales ont sauvé un des grands clubs du pays, artisan de gloires du football national du risque de retrait de la compétition qui était imminent», a assuré ce responsable qui a souligné que suite à la démission de l'ancien président Hassan Hamar et conformément à la réglementation en vigueur, le directoire a été constitué pour diriger le club pour une période de 45 jours. La priorité, a ajouté Khaber, a

été aussitôt de légaliser l'action du directoire qui a prolongé de trois mois les fonctions du conseil d'administration de la société «Black Eagles», suspendu depuis février 2018, permettant au président du conseil Azzedine Arab de rassembler les rangs du club, arrêter à 11 la saignée des joueurs et régler l'affaire du joueur malgache Brahim Amada qui dispose d'une décision de la FIFA pour obtenir sa rémunération avant le 12 août, faute de quoi 6 points seront déduits à l'ESS dès le début de la nouvelle saison. «Ces mesures ont permis au club de reprendre les entraînements et de procéder à des recrutements de nouveaux joueurs de sorte à garantir au club un démarrage normal d'ici la tenue de l'assemblée générale électorale le 15 août prochain

pour choisir un nouveau président», a ajouté le président du directoire. Une vérification des comptes du club et une réévaluation des biens de la société commerciale «Black Eagles» sont actuellement menées en prévision notamment de l'ouverture du capital de la société au parrainage d'une grande société ainsi que promis par Walid Sadi, ex-manager de l'Equipe nationale qui accompagne actuellement le directoire, a ajouté le même responsable. Le porte-parole du club, Salim Oussassi, a indiqué que le président du conseil d'administration Azzedine Arab est parvenu à un règlement officiel avec le joueur malgache Ibrahim Amada, assurant que «cette affaire est en voie d'être résolue sans dommage pour l'Entente».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Eboulement au Maroc

15 morts selon un bilan officiel

LE PREMIER bilan officiel publié vendredi après un éboulement lié à des pluies torrentielles au Maroc fait état de 15 morts, tous passagers d'une fourgonnette ensevelie dans un glissement de terrain au sud de Marrakech. Les victimes, onze femmes, trois hommes et un enfant, ont été retrouvées par les équipes de secours à l'intérieur d'un véhicule enfoui vingt mètres sous terre, dans une coulée de boue et sous des amas de rochers, ont précisé les autorités locales dans un communiqué. «Il n'y a aucun survivant», précise le communiqué officiel, repris par des médias locaux. Le drame est survenu mercredi soir sur une route nationale près du village d'Asni, au sud de Marrakech, après de fortes averses ora-

geuses. Des images diffusées par les autorités montrent des pelleteuses en train de déblayer la terre et de creuser un trou profond pour dégager le véhicule prisonnier depuis plus de vingt-quatre heures. Mardi, une alerte météorologique avait annoncé des intempéries sur plusieurs provinces du Maroc, pays du nord de l'Afrique qui connaît très rarement des pluies en été. Mercredi soir, les pluies torrentielles ont provoqué une hausse du niveau des cours d'eau et des ruisseaux et un éboulement, selon les autorités marocaines. Près de 3 500 personnes périssent chaque année sur les routes marocaines, généralement peu praticables dans les zones isolées du pays.

Maya H.

Mondiaux de natation (100m papillon)

Record du monde pour l'Américain Dressel

L'AMÉRICAIN Caeleb Dressel a battu le record du monde du 100 m papillon avec un temps de 49.50, vendredi en demi-finale des Championnats du monde de natation à Gwangju (Corée du Sud).

Star des Mondiaux de Gwangju, le roi du sprint a réussi à effacer le record de son

compatriote Michael Phelps. Déjà titré trois fois en Corée du Sud, Dressel a raboté de 32/100' le chrono de Phelps, qui datait de plus de 10 ans, et se dirige tout droit vers une 4e médaille d'or samedi en finale du 100 m papillon.

K. L.

Vietnam

Sept tigres surgelés découverts dans une voiture

UN HOMME soupçonné de trafic d'animaux sauvages a été arrêté après la découverte de sept tigres congelés dans une voiture, dans un parking de Hanoï, ont rapporté les médias d'Etat vietnamiens vendredi. Nguyen Huu Hue, qui aurait importé illégalement des animaux en provenance du Laos voisin pendant des années, a été arrêté jeudi avec deux autres personnes, selon le quotidien «Cong An Nhan Dan». «Hue a monté une entreprise (...) qui vend des matériaux de construction afin de couvrir le commerce illégal de tigres et autres espèces sauvages», écrit le Cong An Nhan Dan, l'organe officiel du ministère de la Sécurité publique. M. Hue est accusé d'avoir fait stocker des tigres chez des familles pauvres, ajoute le journal. L'article ne précise pas si les félins ont été tués dans leur milieu naturel ou s'ils proviennent d'une des nombreuses fermes illégales de tigres du Laos, qui fournissent une grande partie de la

demande asiatique de viande et d'os de tigres. Les sept animaux semblent être des bébés, d'après les photographies de la saisie. Le Vietnam est à la fois un centre de consommation et une plaque tournante du trafic vers la Chine de faune sauvage, des tigres aux défenses d'éléphants en passant par les pangolins et les cornes de rhinocéros. Certaines parties du tigre sont utilisées pour la médecine traditionnelle et la bijouterie au Vietnam, où la population autrefois nombreuse de ce grand félin a décliné fortement. Ses os sont généralement bouillis et mélangés à un alcool de riz pour produire un élixir censé soigner l'arthrose et développer la force, des croyances contestées par les médecins. Hanoï s'est depuis longtemps engagé à combattre le trafic d'animaux mais les défenseurs de la nature estiment que le marché noir perdure en raison de contrôles défectueux.

R.I.

à la plage



Djalou@hotmail.com

CAN-2019

Youcef Atal et Hakim Medane honorés à Tizi Ouzou

- L'international Youcef Attal et le manager général de la sélection nationale de football, Hakim Medane, ont été honorés jeudi à Tizi Ouzou par les autorités locales.

Par Hamid M.

Les heureux vainqueurs de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2019) d'Egypte ont eu droit à une cérémonie organisée en leur honneur par les services de la wilaya en présence de leurs parents. Des cadeaux symboliques leur ont été remis à l'occasion. S'exprimant devant la presse, l'enfant de Mechtras, Youcef Attal, a salué les supporters qui les ont soutenus jusqu'au bout de leur consécration comme champions africains tout en assurant que «nous allons

continuer à travailler pour offrir d'autres titres et de la joie au peuple algérien». Evoquant sa blessure, qui l'avait privé de la finale lors de la CAN 2019, Attal a confié que ce n'était pas facile pour lui de s'arrêter en demi-finale tout en soulignant que l'important est que l'objectif a été atteint en remportant le titre de champion continental. L'ancien sociétaire de la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK), a annoncé qu'il sera de nouveau opérationnel dans une dizaine de jours. De son côté, Hakim Medane, a rendu hommage au sélection-

neur national, Djamel Belmadi pour avoir su comment mobiliser les joueurs afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes et permettre à l'Algérie de réaliser un grand exploit en terre d'Egypte. L'ancien international n'a pas manqué de saluer la Fédération algérienne de football (FAF) qui a mis tous les moyens nécessaires afin que les joueurs disputent cette compétition dans de meilleures conditions pour offrir de la joie à toute l'Algérie.

H. M.

Foot/ Sénégal

Le contrat du sélectionneur Aliou Cissé prolongé jusqu'en 2022

Le contrat du sélectionneur du Sénégal, Aliou Cissé, a été prolongé jusqu'en 2022, après la belle prestation des Lions de la Teranga à la Coupe d'Afrique des Nations de football 2019 en Egypte, ponctuée par une finale, perdue face à l'Algérie (1-0), a rapporté Jeune Afrique. Selon la même source, Aliou Cissé continuera son travail avec le Sénégal, avec une revalorisation salariale de 23 000 euros mensuel. Après le rendez-vous et la médaille d'argent ramenée par les coéquipiers du champion d'Europe, Sadio Mané, le président de la fédération sénégalaise

de football (FSF), Augustin Senghor est resté dans la même dynamique que son ministre de tutelle qui a exprimé, il y a quelques jours, son envie de rester dans la continuité. «Il n'y a aucune raison de ne pas continuer avec lui (Cissé). Depuis sa nomination en février 2015, nous avons participé à deux CAN et à la Coupe du monde 2018. Notre objectif est bien sûr de remporter un jour la CAN, mais aussi d'assurer notre présence en phase finale de chaque compétition de manière régulière. Nous avons misé sur la stabilité», a indiqué Senghor à «Jeune Afrique». Le

président de la FSF a donné l'exemple de l'Allemagne qui a fait à chaque fois confiance au sélectionneur Joachim Low, à la tête de la Mannschaft depuis 2006, pour devenir champion du monde huit ans plus tard. «Avec Aliou Cissé, on sait où on va. Les joueurs le connaissent. Prenez l'exemple de l'Allemagne. Joachim Low a été nommé en 2006, il est devenu champion du monde 8 ans plus tard, et il n'a pas été limogé l'année dernière, après l'élimination de son équipe au premier tour de la Coupe du monde», a fait savoir le premier responsable de la FSF.

R.S.